

## COLLECTIF POSTE



**Convergence Nationale**

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics



# LA POSTE, SERVICE PUBLIC POUR TOUTES ET TOUS, PARTOUT

Nous sommes usagers, syndicalistes, militants associatifs, élus locaux : nous décidons de lancer un appel à toutes nos concitoyennes et concitoyens pour défendre et développer le service public de la poste

Le contrat tripartite de présence postale territoriale pour 2017-2020 est en cours de discussion entre l'État, la Poste et l'Association des maires de France

Le contrat prévoit de ne plus solliciter l'accord préalable du conseil municipal pour les transformations de bureau de poste. Seul l'accord préalable du maire serait sollicité. Si cela était acté dans le contrat cela ouvrirait la voie à un grave recul de la démocratie locale, à une absence de débat démocratique dans les instances élues et à de nombreux conflits dans les territoires. Pire, l'accord préalable du maire lui-même ne serait plus sollicité dans plus de 2000 bureaux de poste, au profit d'une « concertation renforcée » vide de sens.

C'est une attaque sans précédent pour imposer la fermeture de très nombreux bureaux de poste qui se prépare si ce contrat est signé tel quel, en particulier dans les moyennes et grandes villes urbaines et aussi dans les communes rurales. Les directions de La Poste ont notamment pris les devants dans les grandes villes, comme Paris où Rennes où des bureaux doivent fermer et une infime partie de leurs activités transférées dans des commerces, sans que la concertation ou l'avis conforme des conseils municipaux ou d'arrondissements n'aient été acquis.

Le bureau de l'AMF sensible aux mobilisations des postiers, de leurs organisations syndicales, des élus, des usagers et à notre interpellation a refusé de signer le contrat en l'état et reporté sa décision au mois de décembre, en raison de l'insuffisance du fonds de péréquation et du recul de la démocratie communale. Ce refus, qui demande confirmation, est un appui important.

Dans une société de plus en plus inhumaine, agressive, générant nombre d'inégalités nos concitoyens ont besoin de protections, de solidarités donc plus de Services Publics de qualité et de proximité.

Les évolutions du Service Public Postal impulsé par le groupe La Poste sont préoccupantes et même inacceptables. Il en est ainsi des fermetures de bureaux de poste, de réductions des horaires d'ouvertures de bureaux, de suppression de tournées de facteurs, de transfert d'activités postales dans des commerces, de réduction du nombre d'agents... Elles se traduisent simultanément par une dégradation importante du service rendu aux usagers et des conditions de travail des agents.

Il est possible de faire autrement

C'est pourquoi, nous appelons et vous appelons à signer pour

1. Refuser le contrat de présence postale pour 2017-2019 tel qu'il est et en élaborer un autre tourné vers l'emploi, le développement des services publics, la démocratie, notamment l'accord préalable du maire et du conseil municipal avant toute fermeture.
2. Se battre partout, pied à pied, pour empêcher toute fermeture d'un bureau de poste.  
Objectif : zéro fermeture de bureau de poste !
3. Demander que les CDPPT (Commissions Départementales de Présence Postale et Territoriale) soient élargies aux associations d'usagers et organisations syndicales représentatives du personnel et qu'elles soient consultées sur l'ensemble des évolutions en cours au sein du réseau postal local ou sur les réorganisations de services qui impactent les conditions de travail et le service rendu aux usagers.
4. Agir pour augmenter sensiblement les ressources du fonds de péréquation en faveur du maintien et de la rénovation des bureaux de postes
5. Agir pour maintenir et renforcer le maillage des services publics. Dans les territoires suburbains et ruraux, agir pour leur réimplantation avec une gestion démocratique et participative associant directions, usagers, élus et représentants des personnels tout en les dotant de moyens financiers et en personnels publics suffisants pour assurer l'entièreté de leurs missions ce qui implique un plan de création d'emplois et de formation.

Dominique	ADENOT	Maire de Champigny
Paulette	AGNEL	Conseillère municipale de Velleron
Fatah	AGGOUNE	Adjoint au maire de Gentilly
Michel	ANTONY	Animateur du Comité Vigilance Pour le maintien des services publics de proximité en Haute-Saône
François	AUGUSTE	Collectif départemental Poste Isère
Marinette	BACHE	Conseillère de Paris
Bally	BAGAYOKO	Adjoint au Maire de Saint-Denis
Marie-Christine	BASTIEN	Collectif départemental Poste 54
Sylvie	BAYLE	Syndicaliste CGT
Marie-France	BEAUFILS	Sénatrice-maire de Saint-Pierre-des-Corps
Jacqueline	BELHOMME	Maire de Malakoff, Conseillère métropolitaine, vice-présidente du Territoire Vallée sud-Grand Paris
Fabienne	BELLIN	FSU services publics
Pierrette	BIDON	Co-animatrice Collectif Services publics Creuse
Habiba	BIGDANE	Adjointe au Maire de Nanterre
Michèle	BIOT	Secrétaire de la Mayenne CGT FAPT
Bernard	BOISSIER	Collectif Services Publics des Combrailles
Nicolas	BONNET	Président de la commission départementale de présence postale territoriale de Paris
Yasmine	BOUDJENAH	1ère Adjointe au maire de Bagneux
Jacques	BOUTAULT	Maire du 2ème arrondissement de Paris
Fanélie	CARREY-CONTE	Conseillère Régionale Ile-de-France

Jean-Claude	CHAILLEY	Secrétaire général de Résistance Sociale
Sandrine	CHARNOZ	Conseillère de Paris
Gaby	CHARROUX	Député maire de Martigues, vice-président métropole
François	COCQ	Adjoint au Maire de Champigny-sur-Marne
Raymond	COMBAZ	Conseiller municipal Givors, membre de la CDPPT du Rhône
Eric	COQUEREL	Conseiller Régional IDF
Michel	COSNIER	Maire de Château-Renault
Alain	CROCE	Adjoint au maire de Gignac la Nerthe, ancien postier syndicaliste
Graziella	DANGUY	Co-animatrice Convergence Gironde, FSU
Annie	DAVID	Sénatrice de l'Isère
Bernard	DEFAIX	secrétaire de la Convergence service Public, Collectif de l'Ardèche
Hélène	DERRIEN	Présidente de la Coordination Nationale des hôpitaux publics et maternités de proximité
Ismaël	DUPONT	Conseiller Communautaire de Morlaix
Michelle	ERNIS	Conseillère municipale de Saint-Etienne-du-Rouvray
Patricia	FERNANDEZ PEDINIELLI	Maire de port de bouc, membre de la CDPPT 13
Léa	FILOCHE	Conseillère de Paris
Gérard	FRAU	Conseiller départemental des Bouches-du-Rhône
Nicolas	GALEPIDES	Secrétaire général de Sud-PTT
Michel	GALIN	Secrétaire général de la FSU-IDF
Francisco	GARCIA	Président E&S UNRPA
Vanessa	GHIATI	Conseillère régionale, Adjointe à la Maire de Malakoff
Jean-Philippe	GILLET	militant CGT Poste
Jérôme	GLEIZES	Conseiller de Paris
Bernadette	GROISON	Secrétaire générale de la FSU
Patrick	HALLINGER	Animateur Collectif Services Publics Indre-et-Loire
Catherine	HERVIEU	Vice-Présidente du Grand Dijon
Gilles	HOUDOUIN	Conseiller Régional de Normandie
Vincent	HUET	Adjoint au Maire de Saint Denis
Michel	JALLAMION	Président de la Convergence nationale des Collectifs de défense et de développement des services Publics
Cathy	JEAN	Co-animatrice Collectif Services publics Creuse
Yamina	KRARIA	Co-animatrice Convergence Gironde, Fédération CGT Finances
Annie	LAHMER	Conseillère Régionale Ile-de-France
Jean-Pierre	LALBAT	Secrétaire union syndical CGT des retraités de Paris
Michel	LANNEZ	militant syndical CGT

Nathalie	LEFEBVRE	Adjointe au maire et Conseillère communautaire- MARTIGUES
Gilles	LE PROUST	Maire d'Allones, membre du bureau de l'AMF
Didier	LERESTE	Conseiller de Paris
Daniel	LINOSSIER	Comité Vigilance Loire : mettre la poste sous protection citoyenne
Marc	MANGENOT	Fondation Copernic
Nathalie	MAQUOI	Conseillère de Paris
Joël	MARSEILLE	Adjoint au maire de Tencin
Pierre	MATHIEU	Vice-Président de la région Grand-Est
Pierre	MENARD	Président de la Convergence Nationale Rail
Françoise	MICHEL	Convergence Services Publics Alpes-Maritimes
Didier	MIGNOT	Conseiller Régional IDF
Christophe	MIQUEU	Président du Mouvement de sauvegarde, de promotion et de démocratisation des services publics - sud-gironde
Blandine	NEME	Syndicaliste, Rennes
Evelyne	NGO	Secrétaire nationale de Solidaires, déléguée adjointe Fonction Publique
Christian	NGUYEN	co-animateur Collectif Services publics Creuse
Jean-Claude	OLIVA	Président de la Coordination Eau Bien Commun
Laurence	PACHE	Collectif Services Publics Creuse
Martial	PASSI	Maire de Givors , vice-président métropole de Lyon , Vice-président des Maires de France
Françoise	PENCALET	Conseillère communautaire de Douarnenez
Rozenn	PERROT	ATTAC France
Carine	PETIT	Maire du 14ème arrondissement de Paris
Dominique	PILHON	Porte-Parole d'Attac
Jacques	POIRIER	Animateur du Collectif Services Publics de la Mayenne
Philippe	PONSARD	Maire de Savennes
Jean-Louis	PUYDEBOIS	Co-animateur Collectif Services Publics Corrèze
Danielle	ROLLAT	Vice-Président E&S UNRPA
Danielle	SIMMONET	Conseillère de Paris,
Denis	THOMAS	FSU services publics
Philippe	TOUZÉ	Co-animateur Convergence Gironde, Solidaires
Aurélien	TROUVÉ	Porte-Parole d'Attac
Hugues	TUPIN	Conseillère Communautaire de Douarnenez
Denis	TURBET-DELOF	Secrétaire national Solidaires, Délégué général Fonction Publique
Janine	VAUX	Co-animatrice du collectif services publics Corrèze
Nicolas	WALLET	Secrétaire général de la FSU Paris